

Le pamphlet

P É R I O D I Q U E I N D É P E N D A N T

Editorial

Faut-il admettre les transsexuels dans l'armée suisse? Le chef du Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS) Viola Amherd et le commandant de corps Philippe Rebord, chef de l'armée, le pensent.

Moi aussi.

«Tout homme de nationalité suisse est astreint au service militaire. La loi prévoit un service civil de remplacement.»¹

Je vous épargne le couplet sur le service civil et m'en tiens à l'obligation de servir.

Qu'est-ce qu'un homme? C'est toute personne inscrite à l'état civil comme étant de sexe masculin, que ce soit de naissance ou à la suite d'une demande de changement de sexe.

Toute personne de sexe masculin en âge de servir doit être convoquée au recrutement. Il n'y a aucune raison de faire une différence entre les hommes d'origine et les autres, quand bien même certains des seconds n'auraient changé de sexe que sur le papier. Si l'homme répond aux exigences de l'armée – ou de la protection civile – en matière d'aptitude au service, il doit être incorporé. Si, au contraire, il est déclaré inapte, il doit payer la taxe militaire, qui constitue sa participation à l'effort de défense commun. De même, les femmes de fraîche date doivent pouvoir s'engager à titre volontaire comme les autres et aux mêmes conditions que les autres.

L'armée est là pour défendre le pays et préparer les militaires au combat. Elle n'a pas pour fonction de gérer la «diversité».

C'est pourquoi, si je partage les vues de Mme Amherd et du commandant de corps Rebord quant à la nécessité de recruter tous les hommes de nationalité suisse en âge de servir, je trouve scandaleux qu'ait été créé le 1^{er} avril 2019 un Bureau sur la diversité, destiné à mieux intégrer les «personnes transgenres».

Apparemment, l'armée suisse juge que les «personnes transgenres» ne sont ni assez intelligentes ni assez courageuses pour assumer leurs choix et qu'elles ont besoin d'une pouponnière.

Je me demande si commencer par les injurier est un bon moyen de favoriser leur intégration.

Mariette Paschoud

¹ Art 59, al.1 Cst.

Au courrier

Greta Thunberg

Madame, Monsieur,

Pour aider cette gamine à rentrer chez elle, nous lui conseillons de louer un pédalo!

Cordiales salutations.

Y. et C. M.

Décroissez et disparaissez!

Les commentaires laissés par des lecteurs à la suite des informations publiées sur internet sont révélateurs de certaines évolutions de notre société. Récemment, il était question d'un ours qui avait agressé et blessé un dompteur: tous les commentateurs se sont réjouis, en affirmant que c'était bien fait pour le dompteur. A une autre occasion, le transport par avion d'un organe pour une transplantation a soulevé un torrent de réactions négatives: notre planète étant surpeuplée, il est criminel de vouloir encore sauver des vies au prix d'un «bilan carbone» aussi catastrophique.

On assiste aujourd'hui à une forme de folie suicidaire du monde occidental. A l'adoration passionnelle des animaux (pour lesquels personne n'osera parler de «surpopulation») succède une haine malade envers les êtres humains, mais principalement envers soi-même. Des gens toujours plus nombreux affirment qu'il y a trop de monde sur la Terre et qu'il faut donc cesser de faire des enfants. Les familles nombreuses commencent à être pointées du doigt. Les femmes qui se réjouissent de devenir mères ont de plus en plus de peine à partager leur joie avec leur entourage. La simple existence de couples hétérosexuels devient suspecte aux yeux du nouvel ordre moral. Après être devenu un droit, l'avortement finira-t-il par devenir une contrainte sociale?

L'Occidental moyen, rongé par ses innombrables peurs – de la surpopulation, de la surconsommation, du climat, de la pollution, des produits chimiques, des maladies, des inégalités sociales, des complots politiques –, n'a désormais plus qu'un seul rêve: se faire de plus en plus petit et de plus en plus invisible, pour finir par disparaître. La peur engendrant souvent la violence et la méchanceté, il est aussi prêt à violenter ses concitoyens qui ne le suivraient pas dans ce projet d'autodestruction. Et il laissera finalement la place aux «autres», à ceux qui savent que la force d'une civilisation se mesure à sa démographie, et qui continueront donc de peupler la planète.

Ainsi, le choc des civilisations, que l'on imaginait inéluctable, risque de ne pas se produire, faute de combattants, et la fin du monde ne sera jamais que la fin de *notre* monde.

Il reste à comprendre pourquoi, dans cette course au dépeuplement, nous aurions besoin d'un congé paternité.

Pollux

Rien n'est simple!

Après la catastrophe de Fukushima, notre grande voisine l'Allemagne avait décidé de sortir du nucléaire et donc d'accélérer la «transition énergétique» amorcée au début du siècle. Comme le relève Philippe Manière sur le site *Challenges*¹, l'*Energiewende*, qui avait suscité tant d'enthousiasme, était un fantasme, qui fait place aujourd'hui à la gueule de bois. L'économiste signale que le plus puissant hebdomadaire allemand, *Der Spiegel*, présentait dans un de ses derniers numéros une image d'éoliennes aux pales brisées et des pylônes déconnectés, représentation évidemment symbolique de l'échec constaté. *L'Allemagne a investi depuis 2010 plus de 30 milliards par an dans le basculement et l'on prévoit une facture globale de plus de 500 milliards à l'horizon 2025 – pour partie constituée de subventions et crédits publics, pour le reste financée par les ménages et les entreprises sous forme de hausse des prix*, écrit Manière, qui ajoute: (...) *le résultat est spécialement déprimant: malgré les milliards déjà mis sur la table, les émissions de gaz à effet de serre de l'Allemagne sont au même niveau... qu'en 2009.*

Le mythe charmant des énergies qu'il suffit d'attraper, comme les rayons du soleil ou la force du vent, se heurte aux réalités des investissements très lourds nécessaires à leur mise en place et à leur connexion.

La Confédération a élaboré une stratégie énergétique absurde, en visant à la fois le combat contre le nucléaire (pourtant l'énergie non carbonée la plus puissante et la plus économique) et contre les énergies fossiles, les plus denses et les plus aisément disponibles. On s'avise tout à coup que les économies d'énergie annoncées ne sont qu'un rêve inaccessible.

Dans le canton de Vaud, la pétition «Sauvez Chasseron – Creux du Van», revêtue pourtant de 14'000 signatures, a été classée par le Grand Conseil. Les recours contre le parc éolien «Sur Grati» au-dessus de Vallorbe ont été rejetés par la Cour de droit administratif et public du Tribunal cantonal, au motif principal que, dans la pesée des intérêts, il faut privilégier la prédominance nationale de la politique énergétique 2050, acceptée largement par le peuple vaudois, au détriment de toutes autres considérations, même fondées et reconnues comme dignes de protection par le tribunal et même si l'*Atlas des vents* établi en 2016 a dû être revu à la baisse en 2019, au point que la production électrique sera très inférieure à ce qui avait été annoncé. La production d'une éolienne est fonction du cube de la vitesse du vent! Dans son bulletin de *Paysage-Libre Vaud* n° 8 d'avril dernier, l'excellent Jean-Marc Blanc écrit à ce sujet: *L'exemple de Ste-Croix est édifiant: Romande Energie a mis à l'enquête un potentiel de 5,9 et 5,6 m/s en moyenne annuelle. La carte OFEN (Office fédéral de l'énergie) y calcule 3,9 à 5,0 m/s. Résultat: au lieu des 22 millions de kWh annoncés, ce parc ne produirait plus que la moitié selon le nouvel Atlas. On peut dire*

que les Saintecrix qui ont voté le projet à une très courte majorité se sont bien fait avoir.

A mon avis, il n'est pas certain que ces calculs aient été déterminants dans le choix des votants. Le peuple se berce de l'illusion qu'on pourra se passer des centrales nucléaires et que les sources d'énergie de remplacement seront capables de produire autant de kilowattsheures que le nucléaire, et pour un prix identique.

C'est une fable, comme le démontrent les résultats du parc éolien du Mont-Crosin en 2018. L'exploitant, Juvent SA, filiale de BKW SA (Forces motrices bernoises) a reçu 9 millions de subventions en 2018 pour ce parc éolien, alors même que les BKW ont réalisé un bénéfice net de 239 millions durant le même exercice, malgré le salaire de sa directrice (plus de 2 millions de francs par an). Chaque kWh subventionné du Mont-Crosin aura donc coûté 21 centimes au contribuable alors que le prix du courant se situe autour de 6 centimes le kWh sur le marché.

Environ huit cents installations éoliennes sont prévues en Suisse. La plupart auraient une hauteur de plus de 200 mètres (230 m. à Bavois). Les promoteurs éoliens se lèchent les babines. Les fabricants allemands d'éoliennes, leurs sous-traitants suisses, les communes et les propriétaires terriens alléchés par les promesses de juteuses retombées financières sablent déjà le champagne.

Dans les environs immédiats d'un parc éolien en France (il y a déjà 6000 éoliennes et M. Macron veut tripler ce nombre), un agriculteur a vu son cheptel atteint d'un mal mystérieux: une vache meurt chaque semaine, ni cardiaque ni malade. Les effets négatifs de ces constructions industrielles en zone agricole sont mal connus et en tous cas minimisés.

Les militants écologiques sont partagés. Ils sont favorables aux énergies renouvelables et propres, mais aussi aux voitures électriques, dont la fabrication entraîne plus de pollution qu'une voiture à énergie fossile durant toute sa vie; ils aiment la nature et les oiseaux, mais aussi les éoliennes, qui défigurent le paysage et font peur aux oiseaux.

Décidément, rien n'est simple!

Claude Paschoud

¹ 11 mai 2019.

Ne dites pas...

Ne dites pas «Il faudrait inculquer dans la tête des Verts qu'une victoire électorale due à un effet de mode n'est pas forcément durable.» Dites: «Il faudrait inculquer aux Verts qu'une victoire électorale due à un effet de mode n'est pas forcément durable.»

On pourrait aussi le leur mettre dans la tête. Mais ce ne serait pas gentil: ils sont tellement contents et tellement sûrs de leur droit à un siège au Conseil fédéral! Les décevoir relèverait de la cruauté mentale.

Le pinailleur

Catalogne: réflexions d'un immigré suisse sur l'indépendantisme

[Article initialement rédigé en castillan et destiné à un public espagnol]

Le 18 octobre 2019, j'ai fermé mon entreprise pour cause de grève générale de protestation contre la condamnation des dirigeants indépendantistes catalans à la suite du référendum du 1^{er} octobre 2017. Je ne suis pas allé à Barcelone en raison des troubles qui s'y préparaient, mais je crois que je peux faire œuvre utile en racontant comment j'ai moi, immigré suisse, vécu, ces dernières années, les différentes étapes du processus indépendantiste.

Début 2007, j'ai quitté ma Suisse natale pour aller vivre en Catalogne avec ma femme, qui est Espagnole et Catalane d'adoption, et notre fils d'un an et demi. Nous avons ouvert une petite agence immobilière avec mon beau-père.

Nous avons vécu des années difficiles à cause de la crise, mais, malgré tout, nous nous en sommes sortis. Notre entreprise s'est agrandie, a créé quelques emplois et s'est efforcée d'offrir les meilleurs services. Notre famille a vu arriver aussi une petite princesse née à l'hôpital de Palamós. Par la suite, j'ai obtenu la nationalité espagnole.

Je dois souligner qu'à mon arrivée en Catalogne l'indépendantisme était un phénomène marginal, un sujet de conversation politique, plus théorique qu'autre chose.

Comme je ne savais pas combien de temps je resterais ni si l'agence marcherait, j'ai commencé par apprendre le castillan, pour le cas où je devrais travailler plus tard hors de Catalogne. Depuis lors, j'ai appris le catalan. Malheureusement, il m'est difficile de le pratiquer, car dès qu'ils se rendent compte que je suis étranger, les Catalans passent au castillan.

Je ne vais pas revenir sur tout ce qui a conduit au 1^{er} octobre 2017: le statut aboli par le Tribunal constitutionnel après avoir été accepté et voté à tous les niveaux, les demandes réitérées du gouvernement de la Généralité en vue d'obtenir du pouvoir central dirigé par Mariano Rajoy l'instauration d'un dialogue sur la Catalogne, les portes claquées au nez du président Artur Más, le vote du 9 novembre 2014 (9N) sur l'avenir politique de la Catalogne; en résumé, dix ans sans résultats concrets, à

part la croissance régulière du sentiment indépendantiste et la crispation de deux blocs antagonistes. Combien de fois n'ai-je pas entendu des gens déclarer: «Je n'étais pas indépendantiste, mais maintenant, ça suffit. Vu la manière dont on nous traite, nous serons mieux hors d'Espagne.»

Tout cela m'amène au point principal, l'organisation du référendum du 1^{er} octobre 2017.

Toute la culture démocratique que j'ai vécue avant d'aller vivre sur la Costa Brava m'a conditionné de telle sorte que, de mon point de vue, le référendum d'autodétermination était la chose la plus logique et la plus naturelle qui puisse se faire en Catalogne. Quand on a besoin d'une réponse claire, qui mieux que le peuple peut décider? Je n'aurais jamais pu imaginer ce qui s'est produit alors: arrivée massive de forces de police pour empêcher la votation, pluie de coups tombant sur les citoyens, sans distinction de sexe ou d'âge, prison sans possibilité de libération sous caution pour des dirigeants élus et, finalement, condamnations à deux chiffres.

Après consultation du code pénal, force est d'admettre que les dirigeants indépendantistes, ainsi que tous ceux qui se sont déplacés pour voter ce jour-là, ont commis le délit de sédition tel que décrit par l'article 544. Nous qui avons protégé les urnes, nous avons tenté d'«empêcher (...) hors des voies légales (...) l'accomplissement (...) de résolutions (...) judiciaires». Mais je crois que le travail des juges devrait être d'interpréter l'esprit de la loi avant de prononcer une condamnation et que l'absence de violence aurait dû favoriser une condamnation pour désobéissance, délit prévu et admis par les accusés. Il paraît un peu étrange qu'il soit possible d'inscrire dans un programme électoral l'organisation d'un référendum d'autodétermination et que l'accomplissement de cette promesse entraîne des peines de prison.

Cependant, il me semble que les indépendantistes feraient bien de se livrer à un peu d'autocritique et, pour commencer, de revenir dans le monde réel. Après avoir tout essayé pour obtenir du gouvernement d'Espagne une révision de la situation de la Catalogne, après avoir proposé le référendum, après avoir demandé l'arbitrage de l'Europe et avoir épuisé toutes les voies démocratiques et pacifiques, nous n'avons rien obtenu. Le gouvernement central n'a pas cédé. Qu'on ait affaire aux corrompus du Parti populaire (PP) ou aux pitres du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), le résultat est le même. Rien!

Le gouvernement catalan ne fait plus rien d'autre que s'agiter autour d'un sujet unique, alors qu'il y a des problèmes à résoudre, du travail sur la table et les besoins de la population à satisfaire. Il me semble, à moi, que le président de la Généralité n'a pas à défiler dans une manifestation et que, ayant accepté sa charge, il devrait travailler pour tous les Catalans, qu'ils soient favorables à l'indépendance ou non.

Soyons réalistes: on n'a jamais vu un territoire obtenir son indépendance sans violence, accord des parties ou pressions extérieures. Nous rejetons la violence et c'est bien; l'accord, nous pouvons l'oublier; et la pression extérieure attendue de l'Union européenne ne viendra pas. Ces gens se moquent de ce qui se passe en Catalogne et, en bons technocrates qu'ils sont, ne servent à rien.

Personnellement, je ne crois pas nous puissions obtenir l'indépendance avant très longtemps. Du fait de la situation géopolitique, l'Europe n'est pas mûre pour cela, les idéalistes de la construction mondiale pensent encore que les macro-Etats sont plus efficaces et qu'un monde globalisé apportera davantage de bonheur. Les peuples finiront par revenir de cette folie (les Anglais ont déjà commencé), mais il faudra des années pour qu'on reconnaisse de nouveau la valeur des nations et de leurs identités.

Mais cela ne signifie pas qu'il n'y ait rien à faire. Il faudrait premièrement retourner à la table des négociations, faire de la politique, changer, peut-être, l'organisation de l'Etat espagnol et redonner une souveraineté plus grande à toutes les communautés autonomes, comme le proposait le PSOE. La stratégie des petits pas nous conduira probablement plus vite à l'indépendance de fait que des dizaines de manifestations et des milliers de conteneurs incendiés.

Michel Paschoud

Eloge de la censure

La presse moderne vit d'un interdit qu'elle ne s'applique pas à elle-même, autrement dit du triomphe journalistique de l'arbitraire. Au nom de la liberté d'opinion, elle prétend assurer un régime de liberté de l'esprit. En fait, elle l'asservit, par la puissance illégitime d'un faux dogme, la souveraineté de l'opinion en tous domaines, qui n'est, en fait, qu'un régime occulte de la force.

Sans la vérité conçue et appliquée comme une valeur absolue, incontestable et contraignante pour l'esprit et les mœurs, la presse n'est rien d'autre qu'un instrument idéologique de domination. C'est, de fait, une dictature.

Les exemples ne manquent pas, car, sans le respect des valeurs spirituelles (religieuses en particulier), la presse nie que le domaine religieux dépende, lui aussi, pour sa connaissance objective, d'une saine rationalité. D'où l'assimilation par elle de ce domaine au registre purement subjectif de l'opinion. Sans le respect des valeurs morales objectives, la qualité des mœurs cesse non seulement d'être protégée, mais simplement transmise au public.

Aucune science ne pourrait survivre sans de telles règles, ni la physique, ni la chimie, ni les mathématiques. On mesure les conséquences théoriques et pratiques d'un tel mépris.

La presse moderne se refuse précisément à mesurer et même à percevoir ces conséquences dans les croyances et dans les mœurs. Libérée de telles entraves, hautement justifiées, la presse devient un instrument d'oppression et d'obscurantisme. Ne pas le voir, ne pas combattre ce phénomène, c'est renoncer purement et simplement à la dignité même d'être humain.

Michel de Preux

Ouverture

L'Assemblée des délégués de la Fédération des Eglises protestantes de Suisse (FEPS), future Eglise évangélique réformée de Suisse (EERS), s'est réunie les 4 et 5 novembre à Berne. Comme il fallait s'y attendre, elle s'est mêlée de ce qui ne la regardait pas, en se prononçant par quarante-cinq voix contre dix et quatre abstentions en faveur du «mariage pour tous» civil. Dans sa grande bonté, elle a laissé aux Eglises cantonales le soin de se prononcer sur le «mariage pour tous» religieux.

On ne saurait assez l'en féliciter, au nom du fédéralisme, si cette astuce n'était cousue de fil blanc: il est évident que, une fois adoptée la modification du code civil qui ouvrira le mariage aux homosexuels, les conditions posées pour la célébration du mariage religieux seront également les mêmes pour tous. Pourquoi en irait-il autrement?

Les pasteurs opposés à cette innovation pourront refuser de célébrer des mariages homosexuels religieux? Combien oseront s'exposer au risque de se voir immédiatement dénoncer par les ONG de service, par la presse, par les réseaux sociaux, voire par certains de leurs collègues et de leurs paroissiens? Est-il envisageable que l'esprit d'ouverture qui imprègne l'Eglise réformée, en particulier l'Eglise réformée vaudoise, s'applique aussi aux dissidents, aux pelés, aux galeux qui refusent de suivre la mode? Non. Pour eux, la porte sera fermée à coup sûr.

Le problème avec l'ouverture à l'autre, c'est qu'elle a pour corollaire la fermeture à d'autres et, en fin de compte, la discorde. En se prononçant en faveur du mariage pour tous, la FEPS divise les membres des Eglises réformées de Suisse, qu'elle ne représente donc pas tous. Pour cette seule raison, elle devrait s'abstenir de prendre des positions politiques, nécessairement sources de désaccords, et se concentrer sur ce qui unit les réformés de moins en moins nombreux de ce pays: le message évangélique, le vrai, non pas celui trituré et réécrit par le religieusement correct, en dépit du bon sens.

Le bon sens n'est plus à la mode. La mode, c'est l'ouverture, c'est même la béance; c'est la surenchère dans l'accueil, au point qu'on voit poindre ici ou là des initiatives qui débouchent sur une véritable discrimination.

Que faut-il penser d'une paroisse où se crée un groupe LGBT, qui se réunit pour «partager»? Pourquoi cette discrimination même positive? Pourquoi recréer un ghetto, même amical, à l'intention des homosexuels? Et pourquoi ne pas créer un groupe unissant les paroissiens d'origine étrangère? un groupe pour les paroissiens de gauche? un groupe pour les paroissiens de droite? un groupe, enfin, pour les paroissiens éberlués qui ne savent plus trop où se situer?

Les paroisses doivent accueillir et accueillent tout le monde sans se préoccuper de l'orientation sexuelle, de la provenance géographique ou de la tendance politique de leurs membres. C'est cela l'ouverture et le gage de la concorde.

Quand le «mariage pour tous» sera entré en vigueur, ce qui ne saurait tarder, les couples de paroissiens homosexuels devront être accueillis comme les autres, ni mieux ni moins bien. Quant à la question de la bénédiction nuptiale de ces couples, elle se fondra d'elle-même dans la pratique actuelle, qui cessera simplement d'être réservée aux mariés hétérosexuels.

Les Suisses se prononceront sur la question du «mariage pour tous» le 9 février 2020. C'est donc maintenant que les citoyens, dont je suis, qui ne veulent pas de cette mascarade doivent se battre, même si, selon toute probabilité, la bataille est perdue d'avance.

Il faut qu'ils se battent, c'est leur droit et leur devoir. Mais ils doivent le faire hors des églises.

M.P.

Bricoles

Expulsions

Un couple de Sri-Lankais et leur employé achetaient à bas prix, pour leur magasin de Lausanne, des marchandises volées par des Géorgiens dans des grandes surfaces. Ils revendaient ensuite ces produits avec un confortable bénéfice¹. Le trio a été condamné à des jours-amendes avec sursis, auxquels s'ajoutent une amende et des frais divers. «Ils auraient dû être expulsés, nous dit-on, mais la magistrate y a renoncé: l'homme est en Suisse depuis 2008, sans problème. Sa femme et leur fille l'ont rejoint en 2014. Le couple n'a pas de dettes et tous deux ont toujours travaillé.»

Pour une fois bien inspirée, la Cour européenne des droits de l'homme s'est opposée, au motif qu'il risquait dans son pays des persécutions et même sa vie, à l'expulsion d'un Afghan converti au christianisme, qui avait demandé l'asile en Suisse².

Certes, nous n'avons pas affaire aux mêmes instances: une femme procureur dans le premier cas, le Secrétariat aux migrations et le Tribunal administratif fédéral dans le second. Mais force est de constater que mieux vaut être un filou sri lankais qu'un chrétien afghan considéré chez lui comme apostat, si on veut s'incruster en Suisse.

¹ *20 minutes* du 6 novembre.

² Ibid.

PS cherche femmes jeunes

La Conseillère d'Etat zuricoise Jacqueline Fehr, cinquante-six ans, se préoccupe de l'avenir du Parti socialiste suisse et en particulier du futur occupant de sa présidence. Pour elle, ce président doit être une présidente, jeune de surcroît. C'est une façon comme une autre de faire savoir à Christian Levrat, actuel patron du PS, qu'il n'est plus, à quarante-neuf ans, qu'un vénérable vieillard à jeter aux orties.

Qu'on le jette aux orties ne me dérangerait nullement, pas plus que la disparition de son parti. Ce qui m'agace, c'est qu'une tête de linotte prône une promotion fondée sur le sexe – comme si le fait d'être femme était un gage de compétence et de hauteur de vue – et l'âge – comme si la jeunesse était en soi une vertu.

C'est déjà vexant de n'être élu à un poste que parce qu'on est femme **ou** jeune. Mais accéder à une fonction uniquement parce qu'on est femme **et** jeune doit représenter le comble de la frustration. Et pourtant, ces dames se pressent au portillon!

Impair

En automne 2018, Migros avait mis sur le marché des sachets de soupe destinés aux enfants. Il y avait, pour les garçons, des sachets de «soup for champions» de couleur bleue, portant l'image d'un jeune footballeur; à l'intention des filles, on avait conçu des sachets roses ornés d'une sorte de fée couronnée et d'un «soup for glamour queens» du plus bel effet. Ces emballages avaient déclenché un tollé chez les obsédés du politiquement correct, qui les avaient jugés genrés, sexistes et stéréotypés, comme il se doit dans ce monde décérébré.

Soucieuse de conserver sa clientèle, Migros a fait machine arrière et propose maintenant un seul modèle de sachet: de couleur turquoise, il annonce toujours une «soup for champions» et met en scène un footballeur et une footballeuse.

Pour une fois, la détestable habitude qu'ont les commerçants de recourir à l'anglais a eu un effet bénéfique pour Migros, puisque le mot «champions» est épïcène dans la langue de Boris Johnson: en français une «soupe pour les champions et les

championnes» aurait seule pu contenter les conformistes compulsifs, lesquels ne doivent pas connaître beaucoup d'enfants. Si c'était le cas, ils sauraient que les petites filles raffolent des vêtements et accessoires roses *Hello Kitty*, si genrés et stéréotypés soient-ils.

Vilains magistrats

Les magistrats de l'ordre judiciaire sont méchants, c'est bien connu. Ils le sont surtout avec les militants antispécistes et climatiques, ce qui se sait moins.

Le 6 novembre s'est ouvert à Genève le procès de trois défenseurs des animaux soupçonnés d'avoir vandalisé des boucheries et un abattoir. Sauf sur quelques faits reconnus, «les trois [ont refusé] de répondre au procureur Holloway, parce qu'“il a fait preuve d'un manque total d'empathie et d'humanité”»¹.

Par ailleurs, le Tribunal des mineurs a condamné à des travaux d'intérêt général avec sursis un activiste climatique, qui avait participé à l'occupation des Retraites Populaires au cours d'une grève du climat à Lausanne. Déçu, il fera appel, car «l'“état de nécessité” qui [les] a motivés à cette action n'a pas été retenu»².

Je n'éprouve pas une sympathie excessive pour le monde judiciaire, mais il me paraît tout de même que les magistrats sont payés non pas pour faire preuve d'empathie et d'humanité, notions très vagues, ni pour retenir des «états de nécessité» subjectifs, mais bien pour rendre la justice et punir les délinquants, notamment les casseurs et les auteurs d'occupations illégales.

¹ *20 minutes* du 7 novembre 2019.

² Ibid.

Inégalité

Le 15 octobre, l'Assemblée nationale française a adopté un projet de loi bioéthique – où l'on chercherait vainement une éthique quelconque –, qui permettra à toutes les femmes de bénéficier de la procréation médicalement assistée (PMA).

Toutes? Non!

Nos amis des *4 Vérités Hebdo* nous apprenaient le 4 octobre que l'Assemblée nationale française avait rejeté par 60 voix contre 51 un amendement visant à autoriser la PMA *post mortem*.

Je passerai comme chat sur braise sur le fait que le sujet a intéressé 101 députés sur les 577 que compte l'Assemblée nationale.

Motif de ce refus, qui ne concerne évidemment que les veuves ayant entamé avec leur conjoint un processus de PMA? L'intérêt de l'enfant, perdu! Il ne faudrait tout

de même pas qu'il grandisse dans l'ombre d'un père idéalisé par une mère endeuillée!

Comme il est évident que les célibataires et les lesbiennes qui recourent à la PMA ne nuiront d'aucune façon à l'intérêt de l'enfant sans père qu'elles concevront, les veuves auront toujours la possibilité de les imiter en recourant à un donneur inconnu.

Objectivité

Nous savons tous combien la presse tient à sa neutralité. Ce souci se reflète constamment dans sa manière de (ne pas) qualifier les hommes politiques.

C'est ainsi que, lors de son passage au gouvernement italien, Matteo Salvini n'était pas désigné simplement comme ministre de l'intérieur. Il était le ministre de l'intérieur italien d'extrême droite. De même, Jair Bolsonaro apparaît constamment dans les colonnes des journaux sous la dénomination de président brésilien d'extrême droite. Le président Trump n'est rien d'autre que le milliardaire américain et Christoph Blocher reste un tribun.

On voudrait bien que, par souci d'équilibre, nos bons journalistes parlent du président français de gauche Emmanuel Macron, du président chinois d'extrême gauche Xi Jinping ou du tribun anglais Jeremy Corbyn.

M.P.

Le Pamphlet
Case postale 998
1001 Lausanne
Courriel: courrier@pamphlet.ch
ccp:10-25925-4
Rédacteur responsable: Mariette Paschoud
ISSN 1013-5057